

POLÉMIQUE SUR LE TWEET DE MANUEL VALLS

Benflis dénonce une «opération de diversion»

Ali Benflis voit en le tollé suscité par la fameuse photo du président de la République, considérablement affaibli, balancée sur la Toile par le Premier ministre français, une simple «opération de diversion offerte au pouvoir pour détourner l'attention de l'opinion publique des dangers qui guettent le pays.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - S'il s'est retenu de s'exprimer «à temps», soit à la publication de cette photo qui a eu des «répliques» sur bien d'aspects des relations entre les deux pays, le président du parti des Avant-Gardes des

libertés ne s'est pas empêché, hier à l'occasion d'une conférence de presse consacrée à la présentation des résolutions adoptées par les membres du comité central qui s'est réuni l'avant-veille, en session ordinaire, de commenter ce dos-

sier. «Si je ne me suis pas exprimé à la sortie de cette photo, c'est pour une raison simple. Je ne veux pas m'immiscer dans une opération et un dossier préfabriqué offerts pour le pouvoir pour détourner l'attention de l'opinion publique des dangers qui guettent la nation», disait-il. Et d'estimer que «le problème de l'Algérie n'est pas celui d'une photo» et que la «dignité et la souveraineté du pays ne se limitent pas à cette photo», dans une réplique aux partisans du Président qui accusent l'opposition de «traîtrise» et de «connivence» avec l'ennemi extérieur.

Pour Benflis, son parti tout comme l'opposition dans son ensemble, «n'a pas attendu cette photo pour confirmer la vacance du pouvoir». Une vacance du pouvoir qui «n'est, précise-t-il, qu'un élément de la crise de régime, faite, également, de crise constitutionnelle, crise de légitimité des institutions». Evoquant la corruption, l'ex-chef de gouvernement prend le minutieux soin de ne pas citer de noms, qualifiant le fléau de «grande criminalité financière» dont, ajoutera-t-il, «les effets ravageurs qui affaiblissent les institutions, minent les valeurs sociales, contrarient tout projet d'édification d'un État de droit, sapent la confiance du citoyen en ses gouvernants, entament davantage la légitimité des élus, gangrènent l'économie nationale et



Photo : NewPress

Ali Benflis, président des Avant-Gardes des libertés.

détournent des ressources destinées au développement au profit de l'enrichissement illicite des rentiers et de la clientèle politique du régime».

Benflis relève également que, loin de reculer, le phénomène de la corruption qui se «banalise», prend de l'ampleur pour constituer «un fléau national, pouvant jusqu'à constituer un «facteur déstabilisant dans un contexte politique, économique et social profondément marqué par une vacance du pouvoir, une crise économique aiguë et des menaces sécuritaires à nos frontières».

Ceci non sans se préoccuper de l'impunité et de l'immunité que procurent l'appartenance ou l'allégeance au pou-

voir politique à des individus convaincus d'enrichissement illicite et d'actes relevant de la grande criminalité financière», regrettant que face à la multiplication des scandales, les institutions de l'Etat, de l'institution présidentielle au Parlement, de la justice aux organes consultatifs, gardent un silence complice qui renforce le déficit de légitimité et de représentativité pour les uns et d'indépendance pour les autres».

Benflis tient, sur un autre registre, à condamner l'instrumentalisation des menaces sécuritaires, à des fins inavouables et dont les véritables desseins sont de faire la diversion sur la crise du régime, de faire taire la reven-

dication démocratique par un chantage sécuritaire inacceptable, de se donner une légitimité sécuritaire à défaut d'une légitimité populaire, et de réaliser un consensus national autour du pouvoir, pour sa survie et non pour la défense de la patrie». S'interrogeant sur le nouveau modèle économique qui «se fait désirer» puisque annoncé pour ce mois d'avril par le Premier ministre, début mars dernier, le président du parti des Avant-Gardes des libertés voit en l'emprunt obligataire une simple «amnistie fiscale rémunérée» après s'être vainement essayé à une amnistie fiscale pénalisée» dans le but de recycler l'argent de l'informel.

M. K.

EN LAISSANT FAIRE LE SECTEUR PRIVÉ

Brahim Hasnaoui appelle l'État à se «désengager» de l'acte de construire

Qualifiant la politique actuelle du gouvernement en matière de logement comme manquant de rationalité, le président du Groupe des sociétés Hasnaoui (GSH), Brahim Hasnaoui, a plaidé pour que l'Etat se désengage de l'acte de construire et laisser faire le privé, tout en suggérant fortement que l'acquéreur puisse enfin être l'acteur principal de cette politique.

Younès Djama- Alger (Le Soir) - «Si on arrive à mettre en place les règles du marché et les conditions d'une concurrence saine et loyale, le secteur de la construction se portera bien.» C'est là la conviction du président du Groupe des sociétés Hasnaoui (GSH), Brahim Hasnaoui qui se dit convaincu que si l'Etat se désengage de l'acte de construire en laissant faire le secteur privé, le secteur de la construction ne s'en portera que mieux.

«Aujourd'hui, dit-il, il s'agit de voir comment prendre en charge les problèmes de la construction dans le cadre des règles de marché sans le budget de l'Etat en comptant seulement sur l'épargne privée. L'équation paraît impossible, moi je dis qu'elle est parfaitement possible», a indiqué hier le président du Groupe lors d'une rencontre avec la presse.

Le président du groupe éponyme, Brahim Hasnaoui, est confiant : le problème du logement peut être résolu dans le cadre de la promotion immobilière en agissant seulement sur les délais de remboursement. Tirant profit des débuts laborieux entamés en 1975, le groupe, aujourd'hui devenu un leader dans l'acte de construction, n'a pas cessé de multiplier les investissements en créant de nouvelles sociétés afin de suppléer l'offre interne en deçà de la forte demande, mais aussi dans une perspective d'assurer une indépendance en interne. Par ailleurs, Brahim Hasnaoui a confirmé que son groupe sera présent à la 19^e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec), à l'esplanade de l'Unité africaine qui se déroulera du 3 au 7 mai 2016 au Palais des Expositions de la Safex.

A travers ses filiales, le groupe compte promouvoir l'offre globale du pôle construction en matière d'intégration de nouveaux métiers et l'innovation dans la fabrication de matériaux de construction.

Ces matériaux étant fabriqués localement avec le concours de ses partenaires étrangers sur la base de prescriptions techniques européennes respectant les normes modernes. Faut-il rappeler que GSH est constitué de 20 entreprises dont une douzaine en partenariat avec des sociétés européennes.

Ses filiales exercent dans diverses branches d'activités axées sur trois pôles d'excellence, à savoir la construction, l'agriculture et les services.

Employant 3 000 salariés répartis sur le territoire national avec un perfectionnement et une mise à niveau permanents, GSH dispose aussi de 60 hectares d'installations industrielles de production, ayant construit et livré à ce jour plus de 40 000 logements (individuels et collectifs).

Y. D.

AÏN DEFLA

Chakib Khelil dîne dans la zaouïa de Cheikh Fekir de Tiberkanine (El Attaf)

Après le revers essuyé à Aïn M'rane (Chlef) l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, s'est invité à dîner dans la zaouïa de Cheikh Fekir de Tiberkanine, située au sud d'El Attaf.

Selon les informations que nous avons pu récolter, son arrivée était annoncée pour 17h, dans l'après-midi de mardi. Selon nos sources, il n'est arrivé qu'au crépuscule peu après 19h. Après une visite des lieux, la centaine d'invités présents sont passés à table. Le dîner avec tout l'attirail de cuisine, nous a-t-on confié, faisaient partie de la logistique mobilisée par le visiteur lui-même. Parmi l'assistance, il y avait les 2 sénateurs de la wilaya en plus de plusieurs députés FLN.

Prenant la parole, Chakib Khelil a fait une brève allocution devant l'assistance où il a exhorté tous les Algériens à sauvegarder l'Algérie, à protéger ses acquis. «C'est le devoir de tout Algérien de participer à la sauvegarde de l'Algérie et pour ce faire, il n'est pas nécessaire d'être responsable et celui qui n'aime pas son pays n'est pas un homme». Tout comme il a lancé un appel à tous les Algériens à se mobiliser pour protéger les frontières, le territoire et les symboles de la Nation algérienne. Evoquant le comportement de Rachid Nekkaz à Aïn M'rane, Chakib Khelil s'est élevé contre ce comportement et a déclaré qu'il n'a pas le droit d'interdire à une personnalité nationale de rendre visite à un lieu sacré.

Parlant du rôle des zaouïas, Chakib Khelil rappelle que ces dernières doivent recouvrer leur mission d'éducation, d'en-



Photo : New Press.

Chakib Khelil.

seignement religieux, de renforcement des liens de cohésion sociale, tout comme elles ont lutté contre l'évangélisation des Algériens. Questionné au sujet d'une prétention à une éventuelle candi-

dature à la magistrature suprême, il a répondu qu'il était là comme citoyen et non comme prétendant à cette responsabilité.

Karim O.

SITUATION SÉCURITAIRE

Un terroriste abattu près d'Adekkar

Les éléments de l'ANP ont réussi dans la nuit de mardi dernier, vers 22h, à mettre hors d'état de nuire un dangereux terroriste dans la région d'Adekkar, relevant de la wilaya de Béjaïa. C'est suite aux informations de citoyens faisant état de la présence d'un groupe d'individus suspects et inconnus à la région qu'un contingent de l'ANP s'est déplacé sur les lieux pour, ensuite, passer au peigne fin une zone forestière de laquelle est sorti le terroriste en question. Ce dernier a fait usage de son arme de guerre, une kalachnikov selon des informations, avant qu'il ne soit abattu par les forces de l'Armée nationale. Le corps du terroriste a été déposé dans la même nuit à l'hôpital Frantz-Fanon de Béjaïa, pour expertise et identification.

Kamel Gaci